

3. une gaine isolante extrudée sur les conducteurs assemblés, l'enveloppe isolante des conducteurs actifs et la gaine isolante étant mécaniquement indépendantes.

Les éléments éventuels placés entre l'enveloppe isolante des conducteurs actifs et la gaine isolante ne sont pas hygroscopiques.

Le câble de la classe II ne comporte aucun revêtement conducteur, qu'il s'agisse d'une gaine, d'une armure ou de tout autre revêtement, que ce revêtement soit extérieur ou recouvre lui-même d'une gaine en matière isolante.

Art. 3. On entend par basse tension de 1ère catégorie celle qui, entre phases, est au plus égale à 500 V en courant alternatif et 750 V en courant continu, et par basse tension de 2e catégorie, celle dont la tension nominale entre phases est supérieure à 500 V en courant alternatif et à 750 V en courant continu.

Art. 4. Pour des tensions nominales pour la classe II, inférieures ou égales à 1 000 V, la rigidité diélectrique de l'isolation principale et de la double isolation sont contrôlées par des essais de type; les tensions d'essai à la fréquence industrielle appliquées pendant une durée de 15 minutes ont les valeurs mentionnées au tableau suivant :

Câble de classe II	Tension d'essai	
	Isolation principale	Isolation supplémentaire
Basse tension de 1ère catégorie	2 000	2 000
Basse tension de 2ème catégorie	4 000	4 000

Art. 5. Pour l'application du point 10-f de l'article 86, du point 05 de l'article 90 et du point 04 de l'article 91, les conducteurs isolés au caoutchouc CRVB, placés dans des conduits plastiques, et les câbles électriques VVB sont classés comme ayant une sécurité contre les chocs électriques équivalant à celle des appareils de classe II à la condition d'être encastrés dans les parois ou noyés sous l'enduit.

Bruxelles, le 6 juillet 1981.

W. CLAES

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 61 — 1378

9 JUILLET 1981. — Arrêté royal portant création d'un Conseil supérieur national des handicapés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1er, II;

Considérant que les attributions et la composition du Conseil supérieur des handicapés, créé par l'arrêté royal du 10 novembre 1967, ne sont pas adaptées à la disposition de l'article 5, § 1er, II, de la loi du 8 août 1980 précitée;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre de la Prévoyance sociale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Il est institué un Conseil supérieur national des handicapés, rattaché administrativement au Ministère de la Prévoyance sociale.

Le Conseil est chargé de l'examen de tous les problèmes relatifs aux handicapés qui, conformément à la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, relèvent de la compétence nationale.

Le Conseil est habilité, de sa propre initiative ou à la demande des Ministres compétents, à donner des avis ou à faire des propositions à ces sujets, entre autres en vue de la rationalisation et la coordination des dispositions légales et réglementaires.

3. een isolerende mantel geperst om de geassembleerde geleiders, waarbij het isolerend omhulsel van de actieve geleiders en de isolerende mantel mechanisch onafhankelijk zijn.

De eventueel tussen het isolerend omhulsel der actieve geleiders en de isolerende mantel geplaatste elementen zijn niet hygroscopisch.

De kabel van de klasse II omvat geen enkele geleidende bekleding, ongeacht het gaat om een mantel, een bepantsering of elke andere bekleding, of deze bekleding uitwendig is of zelf vervat is in een isolerende mantel.

Art. 3. Onder lage spanning van de eerste categorie wordt deze verstaan die tussen fasen min of meer gelijk is aan 500 V wisselspanning en 750 V gelijkspanning, en onder lage spanning van de tweede categorie wordt deze verstaan waarvan de nominale spanning tussen fasen hoger is dan 500 V wisselspanning en dan 750 V gelijkspanning.

Art. 4. Voor nominale spanningen voor de klasse II van minder of gelijk aan 1 000 V wordt de diëlektrische vastheid van de hoofdisolatie en van de dubbele isolatie gecontroleerd door typeproeven; de proefspanningen met industriële frekwentie toegepast gedurende 15 minuten hebben de in de volgende tabel vermelde waarden :

Kabel van de klasse II	Proefspanning	
	Voornaamste isolatie	Bijkomende isolatie
Lage spanning van 1ste categorie	2 000	2 000
Lage spanning van 2de categorie	4 000	4 000

Art. 5. Voor de toepassing van punt 10-f van artikel 86, punt 05 van artikel 90 en punt 04 van artikel 91, worden de met rubber CRVB geïsoleerde geleiders geplaatst in plastieken leidingen en de elektrische kabels VVB gerangschikt als zouden ze een veiligheid tegen elektrische schokken hebben die gelijk is aan deze van de klasse II op voorwaarde dat ze ingebouwd zijn in wanden of verzonken onder de bekleding.

Brussel, 6 juli 1981.

W. CLAES

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 81 — 1378

9 JULI 1981. — Koninklijk besluit tot oprichting van een Nationale Hoge Raad voor minder-validen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II;

Overwegende dat de bevoegdheden en de samenstelling van de Hoge Raad voor minder-validen, opgericht bij koninklijk besluit van 10 november 1967, niet aangepast zijn aan de bepaling van artikel 5, § 1, II, van de voornoemde wet van 8 augustus 1980;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Sociale Voorzorg en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een Nationale Hoge Raad voor minder-validen wordt opgericht, administratief verbonden aan het Ministerie van Sociale Voorzorg.

De Raad is belast met het onderzoek van alle problemen inzake minder-validen welke overeenkomstig de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen tot de nationale bevoegdheid behoren.

De Raad mag hierover op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde Ministers adviezen geven of voorstellen doen, onder meer met het oog op de rationalisatie en coördinatie van de wettelijke en reglementaire bepalingen.

**Art. 2.** Le Conseil est composé de dix-huit membres spécialement qualifiés en raison de leur participation aux activités d'organisations s'intéressant aux handicapés ou en raison de leurs activités sociales ou scientifiques.

Notre Premier Ministre et Nos Ministres qui ont parmi leurs attributions le budget, l'intervention financière aux employeurs pour la mise au travail de travailleurs handicapés et la prévoyance sociale, désignent chacun un représentant auprès de ce Conseil.

**Art. 3.** Les membres du Conseil sont nommés par Nous. Leur mandat a une durée de six ans et est renouvelable. En cas de vacance, le remplaçant nommé par Nous achève le mandat du membre remplacé.

Le président et le vice-président sont nommés par Nous parmi les membres du Conseil. Leur mandat prend fin avec leur mandat de membre du Conseil.

Le secrétaire ou les secrétaires sont désignés par Notre Ministre de la Prévoyance sociale parmi les fonctionnaires relevant de son Département.

**Art. 4. § 1er.** Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation de Notre Ministre de la Prévoyance sociale.

Le Conseil peut constituer un bureau.

Le Conseil se réunit à la demande des Ministres compétents, à l'initiative de son président ou à la requête écrite et motivée de quatre membres au moins.

Il peut se réunir en assemblée plénière ou constituer des sections.

Le Conseil peut faire appel à des experts et à des institutions, tant nationales que celles relevant des Communautés.

Le directeur de la Direction administrative-Politique des handicapés du Ministère de la Prévoyance sociale est autorisé à assister en tant qu'observateur aux réunions du Conseil.

§ 2. Les avis doivent être transmis endéans les trois mois, endéans le mois dans des cas urgents.

Lorsque l'avis n'est pas donné endéans le délai fixé le Ministre peut décider.

**Art. 5. § 1er.** Les membres et les experts ont droit à un jeton de présence.

Les secrétaires peuvent bénéficier d'une indemnité.

Le montant du jeton de présence et de l'indemnité est celui de l'arrêté ministériel du 14 juin 1968, fixant le montant des jetons de présence du président, du vice-président, des secrétaires et de certains membres du Conseil supérieur des handicapés. Il peut être modifié par Notre Ministre de la Prévoyance sociale, moyennant accord de Notre Ministre qui a le budget parmi ses attributions.

Les membres et experts peuvent, le cas échéant, obtenir également des indemnités de séjour et le remboursement de frais de déplacement. Le montant de ceux-ci est égal au montant fixé conformément à la réglementation applicable aux conseillers des départements ministériels et peut être modifié par les Ministres précités. Lors de la modification du montant du remboursement de frais de déplacement il sera tenu compte de la situation particulière des membres handicapés.

§ 2. Les dépenses occasionnées par le fonctionnement du Conseil sont mises à charge du budget du Ministère de la Prévoyance sociale.

**Art. 6.** L'arrêté royal du 10 novembre 1967 portant création d'un Conseil supérieur des handicapés, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1974, est abrogé.

**Art. 7.** Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 1981.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

**M. EYSKENS**

Le Ministre de la Prévoyance sociale,

**L. DHOÛRE**

**Art. 2.** De Raad is samengesteld uit achttien leden die speciaal bevoegd zijn wegens hun deelneming aan de activiteiten van organisaties die zich voor de minder-validen interesseren of wegens hun sociale of wetenschappelijke activiteiten.

Onze Eerste Minister en Onze Ministers tot wier bevoegdheid de begroting, de financiële tegemoetkoming aan werkgevers voor de tewerkstelling van minder-valide werknemers en de sociale voorzorg behoren, benoemen elk een vertegenwoordiger bij deze Raad.

**Art. 3.** De leden van de Raad worden door Ons benoemd. Hun mandaat duurt zes jaar en is hernieuwbaar. Bij vacature vولىindigt de door Ons benoemde plaatsvervanger het mandaat van het vervangen lid.

De voorzitter en de ondervoorzitter worden door Ons benoemd onder de leden van de Raad. Hun mandaat verstrekt samen met hun mandaat als lid van de Raad.

De secretaris of de secretarissen worden door Onze Minister van Sociale Voorzorg aangewezen onder de ambtenaren van zijn Departement.

**Art. 4. § 1.** De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op dat hij ter goedkeuring voorlegt aan Onze Minister van Sociale Voorzorg.

De Raad mag een bureau oprichten.

De Raad vergadert op verzoek van de bevoegde Ministers, op initiatief van de voorzitter of op schriftelijk en gemotiveerd verzoek van ten minste vier leden.

Hij mag bijeenkomen in plenovergadering of secties oprichten.

De Raad mag beroep doen op deskundigen en op instellingen, zowel nationale als op degene die afhangen van de Gemeenschappen.

De directeur van de Administratieve Directie-Gehandicapten-beleid van het Ministerie van Sociale Voorzorg mag de vergaderingen van de Raad als waarnemer bijwonen.

§ 2. De adviezen moeten doorgestuurd worden binnen de drie maanden, in dringende gevallen binnen de maand.

Indien het advies niet wordt verstrekt binnen de gestelde termijn kan de Minister beslissen.

**Art. 5. § 1.** De leden en de deskundigen hebben recht op presentiegeld.

De secretarissen mogen een vergoeding genieten.

Het bedrag van dit presentiegeld en van deze vergoeding is dat van het ministerieel besluit van 14 juni 1968 tot vaststelling van het bedrag van de presentiegelden van de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretarissen en sommige leden van de Hoge Raad voor gehandicapten. Het kan gewijzigd worden door Onze Minister van Sociale Voorzorg, na akkoord van Onze Minister die de begroting onder zijn bevoegdheid heeft.

De leden en deskundigen kunnen in voorkomend geval ook verblijfstoelagen en de terugbetaling van verplaatsingskosten bekomen. Het bedrag hiervan is gelijk aan het bedrag bepaald overeenkomstig de reglementering toepasselijk op de adviseurs van de ministeriële departementen en kan door de voornoemde Ministers gewijzigd worden. Bij wijziging van het bedrag van de terugbetaling van verplaatsingskosten zal rekening worden gehouden met de bijzondere toestand van de minder-valide leden.

§ 2. De uitgaven als gevolg van de werking van de Raad worden ten laste van de begroting van het Ministerie van Sociale Voorzorg gelegd.

**Art. 6.** Het koninklijk besluit van 10 november 1967 houdende oprichting van een Hoge Raad voor gehandicapten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1974, wordt opgeheven.

**Art. 7.** Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juli 1981.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

**M. EYSKENS**

De Minister van Sociale Voorzorg,

**L. DHOÛRE**